



CDEACF

Centre de **documentation**

sur l'éducation des adultes et la condition féminine

RAPPORT ANNUEL

2010 **=** 2011

À la croisée des chemins

Mot du président



Daniel Baril
Président

La dernière année n'a pas été ordinaire au CDÉACF. Au mois de décembre, Rosalie Ndejuru, directrice générale du Centre depuis sa fondation, il y a 26 ans, annonçait son départ à la retraite, départ effectif au mois d'avril 2011. Après l'émotion qu'a suscitée cette annonce, il fallait trouver une nouvelle directrice générale pour le CDÉACF. La deuxième moitié de notre année a été marquée par les préparatifs du remplacement de Rosalie. À l'annonce de ce départ s'est ajouté le fait que nous avons dû fonctionner avec un effectif réduit, cinq postes n'ayant pas été comblés durant une partie de l'année, dont celui de la directrice adjointe.

Dans ce contexte, comme président du conseil d'administration, j'ai été à même de constater la maturité organisationnelle qu'a atteint le CDÉACF. Remplacer une fondatrice et la seule directrice générale qu'a connu le CDÉACF est une tâche qui teste une organisation. Tout au long de cette difficile opération, les membres du Conseil d'administration et l'équipe de travail ont témoigné de leur grand professionnalisme et de leur profond engagement pour le CDÉACF. Il est vrai qu'au moment de rédiger ce rapport annuel, nous n'avions toujours pas remplacé Rosalie. Nous avons préféré nous donner du temps pour trouver la bonne personne en confiant la direction du CDÉACF à une directrice générale par intérim.

Dans le cadre du renforcement de notre présence canadienne, nous avons consulté plus de 145 organisations actives dans les communautés francophones des différentes provinces canadiennes pour connaître leur besoin informationnel et être à même de leur répondre le mieux possible. De cette consultation, nous avons pu constater que 79 % des organismes consultés connaissaient déjà le CDÉACF. Cela nous a rappelé que les efforts du CDÉACF pour rejoindre les organismes de la francophonie canadienne avaient porté fruit. Le défi n'étant pas de nous faire connaître, mais de répondre le mieux possible aux besoins des organismes.

Le CDÉACF a réalisé au cours de la dernière année une démarche de diagnostic organisationnel. Ce type d'exercice est une occasion de faire le point sur une organisation, de réfléchir à ses défis, de prendre du recul quant aux modes de travail existants. Nous avons identifié des sujets de changement organisationnel que le conseil d'administration approfondira avec l'équipe dans les prochains mois. Notre but est d'apporter des changements qui nous permettront de réaliser notre planification stratégique.

Enfin, le développement équilibré de nos trois champs d'activités a été un élément de réflexion important cette année. Nous devons maintenant définir les critères et les indicateurs qui nous guideront dans le développement du Centre afin qu'il se fasse selon cet équilibre. Les moyens de veiller au développement équilibré des trois champs du CDÉACF seront mis en place en même temps que les suites du diagnostic organisationnel.

En terminant, je tiens à remercier l'équipe de travail du CDÉACF pour cette année hors de l'ordinaire. Pour ce qui est de Rosalie, nous lui serons toujours redevable de l'immense travail qu'elle a accompli pour la création et le développement de ce centre de documentation unique sur l'éducation des adultes et la condition féminine.

TABLE DES MATIÈRES

Mot du président	1
Les effectifs	3
Introduction	6
I. Consolider la présence du CDÉACF au Québec et au Canada dans les milieux francophones de l’alphabétisation, de l’éducation et de la formation des adultes ainsi que dans le milieu de la condition des femmes	7
II. Contribuer au développement des compétences informationnelles des membres du CDÉACF dans les trois champs	12
III. Apporter un soutien documentaire et informationnel proactif, en restant à l’affût des nouveaux outils et pratiques technologiques	14
IV. Assurer le développement équilibré de tous les champs d’intervention du CDÉACF : alphabétisation, éducation et formation des adultes et condition des femmes, et en ces domaines, continuer à promouvoir l’éducation populaire et l’action citoyenne	21
V. Accentuer notre rôle de médiateur pour l’information et la documentation internationales	23
VI. Accroître l’expertise et la synergie entre les champs et les fonctions et développer la polyvalence	24
VII. Assurer une gestion efficace et responsable	25
Rapport de la vérificatrice sur les états financiers condensés	27
Conclusion	31
Liste des sigles et acronymes	32

LES EFFECTIFS

Conseil d'administration 2010-2011

M. Daniel Baril, <i>PRÉSIDENT</i>	Délégué de l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICEA) MEMBRE DÉPOSANT
Mme Diane Pouliot, <i>VICE-PRÉSIDENTE</i>	Déléguée de la Table des responsables de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle dans les commissions scolaires du Québec (TRÉAQ / FP) MEMBRE STRUCTURANT
Mme Éloïse Vachon, <i>TRÉSORIÈRE</i>	Déléguée de la Maison Parent-Roback MEMBRE SYMPATHISANT
Mme Louise Crépeau, <i>SECRÉTAIRE</i>	Déléguée de Formation de base pour le développement de la main-d'œuvre (FBDM) MEMBRE SYMPATHISANT
M. Michel C. Belliveau, <i>ADMINISTRATEUR</i>	Délégué de la Fédération d'Alphabétisation du Nouveau-Brunswick (FANB) MEMBRE STRUCTURANT
M. Christian Pelletier, <i>ADMINISTRATEUR</i>	Délégué du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) MEMBRE DÉPOSANT
M. Paul Bélanger <i>ADMINISTRATEUR</i>	Délégué du Centre interdisciplinaire de recherche (CIRDEP) MEMBRE STRUCTURANT
Mme Marina Caillier, <i>ADMINISTRATRICE</i>	Déléguée de Pluri-elles (Manitoba) inc. MEMBRE SYMPATHISANT
Mme Sophie Ambrosi, <i>ADMINISTRATRICE</i>	Déléguée de l'Équipe employéEs (avril à décembre 2010)
Mme Lorraine Payette, <i>ADMINISTRATRICE</i>	Déléguée de l'Équipe employéEs (janvier à mars 2011)
Mme Rosalie Ndejuru, <i>ADMINISTRATRICE</i>	Directrice générale du CDÉACF

Permanence

Alarie France	Directrice adjointe (avril 2010 - juin 2010)
Ambrosi Sophie	Agente de développement EFA (départ février 2011)
Brunet-Lavoie Céline	Cheffe de catalogage
Casabon Alex	Technicien Web
Dallaire François	Responsable des services techniques et des formations
Hackett Sharon	Responsable du développement des collections
Haineault Geneviève	Agente d'accueil et de référence
Harvey Caroline	Technicienne en documentation
Jetté Ghislaine	Responsable des services à distance
Leclair Julie	Responsable du développement des collections (départ mai 2010)
Lessard Mélissa	Agente de veille
Ndejuru Rosalie	Directrice générale
Noël Denis	Logisticien
Payette Lorraine	Responsable administrative

Temporaire

Charron Stéphanie	Agente de projet (juin 2010 - mars 2011)
Coutant Isabelle	Coordonnatrice Compétences essentielles (avril - novembre 2010)
Granikov Vera	Agente de développement Femmes (juillet 2010 - mars 2011)
St-Pierre René	Chargé de projet Compétences essentielles (début janvier 2011)

Contrats

Boily Nicole	Animatrice
Boucher Lorraine	Experte en didactique du français
Boucher Martine	Coordonnatrice du projet COMPAS
Bourgeois Manon	Conception andragogique
Bujold Marie Yolande	Évaluatrice
Calhoun Fournier	Focus group
Carbonneau Johanne	Analyste - rédactrice COMPAS
Caucus	Diagnostic organisationnel
Interface	Animation
Cognovi	Recherche et scénarisation
Couturier Carole	Sondage
Désilets Margot	Bulletins COMPAS, Horizon Alpha et EFA
Désiront Philippe	Production audiovisuelle
Dorais B. Geneviève	Consultante en communications
Fournier Sébastien	Production audiovisuelle
Germano Aleece	Préparation appel d'offres du site web
Koumbit	Refonte des sites web
Labbé Emmanuel	Graphiste
Lacombe Madeleine	Animatrice
Larochelle Isabelle (FormatL78)	Graphiste
Lalande Daniel	Expert en didactique des mathématiques
LeGal Jeanne	Révision et correction
Loiselle Jocelyne	Comptable agréée
Lurette Donald	Expert conférencier
Moisan Monique	Sondage
Simard Pierre	Service conseil- itinéraires pédagogiques
Ruffo Barbara	Animatrice
Simard Pierre	Expert alphabétisation, éducation des adultes
Soly Valérie	Prise de notes et rédaction
Verano communication & marketing	Consultante en Marketing et Communication
Visard Solutions	Service pour logiciel Academus

INTRODUCTION

Dans un horizon temporel de cinq ans, le CDÉACF veut « obtenir la pleine reconnaissance de l'importance stratégique de la documentation, de l'information et de leur accessibilité dans les domaines de l'alphabétisation, de l'éducation et formation des adultes et de la condition des femmes ». Six orientations stratégiques spécifiques réalistes, réalisables, édifiantes et structurantes appuient cette orientation générale. Afin que nous puissions suivre la réalisation de la planification stratégique, nous reprendrons ces orientations spécifiques en tête de chapitre du rapport tel que le plan d'action lui-même a été élaboré. Cela nous permettra d'évaluer au fur et à mesure comment les activités réalisées s'arriment à nos orientations stratégiques que nous énumérons ici :

1. Consolider la présence du CDÉACF au Québec et au Canada dans les milieux francophones de l'alphabétisation, de l'éducation et de la formation des adultes ainsi que dans le milieu de la condition des femmes;
2. Contribuer au développement des compétences informationnelles des membres du CDÉACF dans les trois champs;
3. Apporter un soutien documentaire et informationnel proactif, en restant à l'affût des nouveaux outils et pratiques technologiques;
4. Assurer le développement équilibré de tous les champs d'intervention du CDÉACF : alphabétisation, éducation et formation des adultes et condition des femmes, et en ces domaines, continuer à promouvoir l'éducation populaire et l'action citoyenne;
5. Accentuer notre rôle de médiateur pour l'information et la documentation internationales;
6. Accroître l'expertise et la synergie entre les champs et les fonctions et développer la polyvalence;
7. Assurer une gestion efficace et responsable.

Tout au long du rapport, des indicateurs quantitatifs offrent des points de repère comparatifs par rapport aux autres années ou relativement aux objectifs de rendement de l'année. Cette évaluation annuelle nous permet également de rectifier le tir le cas échéant.

I **Consolider la présence du CDÉACF au Québec et au Canada dans les milieux francophones de l’alphabétisation, de l’éducation et de la formation des adultes ainsi que dans le milieu de la condition des femmes.**

Cette première orientation se décline en sept activités autour de quatre axes :

- 1. Le déploiement géographique accompagné de l’offre de services**
- 2. L’inventaire des besoins documentaires et informationnels et de leur satisfaction**
- 3. Le recensement des acteurs**
- 4. Le renforcement des partenariats et des réseaux.**

Le déploiement géographique est renforcé par cinq services au CDÉACF : l’accueil et la référence, la diffusion sur le WEB, les formations, le prêt sous toutes ses formes et évidemment le rayonnement des membres et des partenaires. Il profite d’un outil : les TIC.

L’investissement intensif des réseaux sociaux, après une longue période cantonnée aux fils RSS et aux commentaires/suggestions sur le site, amène près de 600 abonnées sur Twitter ainsi que soixante-quinze personnes qui disent aimer nos activités sur Facebook. Dès qu’il aura trouvé le moyen de protéger les droits d’auteur pour les membres et les partenaires, YouTube n’aura plus de barrières. Tout ceci intéresse nos membres.

Par tous ces moyens, le CDÉACF dispose d’un avantage indéniable pour réussir à consolider sa présence au Québec et dans les milieux francophones de l’alphabétisation, de l’éducation et formation des adultes ainsi que dans les milieux de la condition des femmes. Il peut compter sur la générosité de ses membres installés dans huit provinces canadiennes sur dix et dans deux territoires canadiens sur trois. En ce qui concerne le Québec, aucune région administrative ne compte moins de deux membres. Les membres et leurs membres aideront à connaître en profondeur l’environnement de l’alphabétisation, l’apprentissage et la formation des adultes, les compétences essentielles et la condition des femmes. Le CDÉACF tentera par ses différents services de répondre à satisfaction aux besoins, mais aussi à favoriser l’expression de la demande.

L’inventaire des besoins documentaires et informationnels et leur satisfaction et le recensement des acteurs ont stimulé une activité rassembleuse et dynamisante par la cueillette de données auprès des têtes des réseaux francophones de tous nos champs d’activités à travers le Canada. Nous avons repéré et contacté cent quarante-six (146) organisations des niveaux international, national, provincial et régional œuvrant dans nos champs d’activités. Nous avons pu établir un contact dans toutes les provinces et tous les territoires, sauf au Nunavut. 50 % des organisations qui ont répondu sont membres du CDÉACF, mais 79 % connaissent déjà le CDÉACF et variablement, ses services. Elles veulent presque toutes rester en contact avec le CDÉACF qui honorera ces souhaits avec enthousiasme. Le mandat du CDÉACF comme centre national d’expertise en alphabétisation, éducation et formation des adultes, compétences essentielles et condition des femmes requiert une expertise sur les besoins informationnels et documentaires des organismes qui travaillent dans les mêmes champs d’action que lui et il exige de faire profiter la communauté de cette connaissance, de façon permanente.

Le CDÉACF travaille **au renforcement des réseaux et des partenariats**, à la contribution au référencement mutuel et à l'interaction partenariale entre les réseaux, par le biais de la documentation et de l'information. Par les différents échanges, liens et services, le CDÉACF entame la conscientisation au rôle stratégique de la documentation et de l'information.

Quelques faits saillants sont à retenir dans cette orientation dont les trois suivants sont un gage de la réussite future. Il s'agit d'organismes avec lesquels le CDÉACF a déjà collaboré, qui nous rappellent pour demander des activités similaires de documentation et d'information :

- la présentation sur invitation, de notre documentation et les autres services documentaires et informationnels aux journées pédagogiques locales ou régionales des commissions scolaires ;
- la participation aux activités de réseautage du comité Femmes de la Conférence régionale des élus de Montréal comme conférencier sur l'avancement des technologies de l'information et des communications dans les groupes de femmes de Montréal ;
- la participation comme membre du comité organisateur du colloque : « Les femmes et la Révolution tranquille ». Ce colloque a été organisé par le Conseil des Montréalaises lors du mois de l'histoire des femmes (octobre). Il coïncidait avec le 50^e anniversaire de la Révolution tranquille pendant laquelle les femmes de Montréal n'étaient pas tranquilles. Vous pouvez vous en rendre compte en ligne : <http://www.netfemmes.cdeacf.ca/histoire/#4>

Ces personnes convaincues du rôle de la documentation et de l'information nous éclairent sur les façons de faire pour séduire des profanes ou même des récalcitrants.

Outre ses 308 membres en règle au 31 mars 2011, le CDÉACF compte des partenaires actuellement actifs dans cinq catégories : alphabétisation et compétences essentielles, bibliothèques, condition des femmes, éducation et formation des adultes, recherche. Ses affiliations sont également dans ces mêmes champs.

Alpha et compétences

ALPHA TNO siège au comité d'encadrement du projet pancanadien **Maîtriser les compétences essentielles**

Coalition québécoise d'alphabétisation : seule coalition au Québec qui rallie les francophones, anglophones, autochtones, syndicats, commissions scolaires et organismes communautaires

*FANB*¹ siège au comité d'encadrement du projet pancanadien **Maîtriser les compétences essentielles**

*FBDM*² : la porte d'entrée en milieu d'entreprises conventionnelles, elle siège au CA et au comité d'encadrement du projet pancanadien **Maîtriser les compétences essentielles**

*FCAF*³ : avec elle, le CDÉACF a développé la communauté francophone pour la recherche. La FCAF contribue à l'ancrage du CDÉACF dans la francophonie canadienne.

Literacy BC siège au comité du Thésaurus canadien d'alphabétisation

*RGPAQ*⁴ : En plus de participer au développement de la collection, le RGPAQ siège au conseil d'administration.

Bibliothèques / TIC

*ALADIN*⁵ géré par l'institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie. Membre cofondateur, le CDÉACF siège au comité d'orientation, participe par courriel ou par rencontres à des réunions. Aladin fait la promotion de ses membres.

ALPHAPLUS siège au comité du Thésaurus.

*ASTED*⁶ : L'association professionnelle qui nous permet l'inclusion permanente dans le milieu professionnel d'information et de documentation pour le maintien des compétences professionnelles.

*BANQ*⁷ : Elle tient le répertoire des bibliothèques publiques à jour et partage les données avec nous.

The Centre for Literacy of Quebec siège avec nous au comité national du Thésaurus canadien d'alphabétisation, à la Table des organismes nationaux en alphabétisation et formation continue et à la Coalition québécoise d'alphabétisation et formation de base. Il est le pendant anglophone du CDÉACF en termes de documentation.

-
1. Fédération d'alphabétisation du Nouveau-Brunswick
 2. Formation de base pour le développement de la main-d'œuvre
 3. La Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français
 4. Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec
 5. Adult learning documentation and information network
 6. Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation
 7. Bibliothèque et Archives nationales du Québec

*Comité national du Thésaurus canadien d'alphabétisation*⁸ : Grâce à ce comité et l'aide des écoles des sciences de l'information des universités McGill et Montréal, nous avons recouvré la capacité de maintenir et de développer le Thésaurus canadien d'alphabétisation.

École des sciences de l'information, Université McGill : participation d'une professeure à la supervision de la mise à jour du Thésaurus.

École de bibliothéconomie et sciences de l'information de l'UDM : Université de Montréal, participation à la supervision de la mise à jour du Thésaurus

Réseau des bibliothèques de la Ville de Montréal est un partenaire très important dans l'implantation du projet **Alpha-Biblio**.

Réso-Biblio du Québec regroupe plus de 700 bibliothèques publiques des petites municipalités. Il est un partenaire incontournable dans l'implantation du projet **Alpha-Biblio**.

Communautique : partenaire technologique dans la prestation des formations en informatique pour les personnes aux moyens réduits. 93 personnes ont profité de 93 séances de formation en 2010/11.

Percolab : partenaire technologique, il siège au comité d'encadrement du projet pancanadien **Maîtriser les compétences essentielles**

Réseau des centres d'accès public à Internet montréalais permet le développement de notre CAPI

Condition des femmes

Conseil des Montréalaises favorise le développement d'une participation plus grande et plus active des Montréalaises à la vie publique en tant que citoyennes, travailleuses ou élues. Le conseil a recours aux services documentaires du CDÉACF chaque année. C'est grâce à lui et à ses membres que nous avons monté le dossier Les femmes et la Révolution tranquille : <http://www.netfemmes.cdéacf.ca/histoire/>

*FQPN*⁹ développe avec le CDÉACF, la collection physique sur la santé reproductive des femmes dans une perspective d'éducation populaire. Elle est également partenaire dans le projet **Québécoises Branchées**.

*G13*¹⁰ : ouvre le bassin de plusieurs dizaines de milliers de travailleuses avec lesquelles le CDÉACF développe des compétences en informatique et en utilisation des documents. Il permet des actions collectives : rédaction d'avis et mémoires, prises de position, etc. pour le bien-être des femmes.

*MPR*¹¹ : Le CDÉACF est membre de l'organisme qu'il a fondé en partenariat pour permettre une aide mutuelle dans l'avancement des causes des femmes et dans le dossier du contrôle des coûts de logement. La MPR siège au CA.

8. AlphaPlus, BDAA, Centre for Literacy of Quebec, Centre Fora, Literacy BC, CDÉACF
9. Fédération du Québec pour le planning des naissances
10. Groupe des Treize
11. Maison Parent-Roback

Pluri-elles : constitué en réseau au Manitoba, il aide à faire connaître nos services dans la province et dans la francophonie canadienne. Pluri-elles siège au CA et au comité d'encadrement du projet pancanadien **Maîtriser les compétences essentielles**.

Relais-Femmes, membre fondateur du CDÉACF et membre déposant. Relais-femmes est partenaire dans le développement des collections, dans les assurances sociales des employées et des employés et c'est grâce à lui que nous pouvons bénéficier des professeurs de l'UQAM pour faire des recherches.

*RNR*¹²: seul organisme qui promeut l'expertise des femmes pour la période périnatale. Il veut partager les connaissances et il développe la collection spécialisée avec le CDÉACF.

ÉFA

*COCAF*¹³ assure le réseautage, le perfectionnement, le suivi des subventions provinciales

*COFA*¹⁴ siège au comité d'encadrement du projet pancanadien **Maîtriser les compétences essentielles** ; elle réfère ses groupes membres à nos services et fait la publicité dans ses bulletins et dans son site.

*ICÉA*¹⁵ développe la collection physique en éducation et formation des adultes avec le CDÉACF, connecte ce dernier aux milieux plus larges de l'éducation et formation des adultes aux plans local, provincial et international et siège au CA depuis la fondation du CDÉACF.

Table des organismes nationaux en alphabétisation et formation continue (ABC Life Literacy Canada, Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français, Canadian Literacy and Learning Network, BDAA, The Centre for Literacy of Quebec) : la plateforme la plus importante pour tout organisme national. Elle permet la réflexion et l'action collective et individuelle des organismes d'alphabétisation et compétences essentielles du Canada.

*TREAQFP*¹⁶ : ce réseau nous facilite l'accès aux commissions scolaires, il siège à notre conseil d'administration et au comité d'encadrement **Maîtriser les Compétences essentielles**.

Recherche

*CIRDEP*¹⁷ siège à notre CA et représente le milieu de la recherche en milieu de travail.

*CMEC*¹⁸ a incorporé le CDÉACF dans son groupe de consultation national élargi, lui permettant ainsi un autre espace pancanadien de partage en alphabétisation et compétences essentielles. Il commande des recherches au besoin.

12. Regroupement Naissance-Renaissance
 13. La Coalition des organismes communautaires autonomes de formation
 14. Coalition ontarienne de formation des adultes
 15. L'Institut de coopération pour l'éducation des adultes
 16. La Table des responsables de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle des commissions scolaires du Québec
 17. Centre interdisciplinaire de recherche et développement sur l'éducation permanente
 18. Conseil des ministres de l'Éducation du Canada.

II

Contribuer au développement des compétences informationnelles des membres du CDÉACF dans les trois champs

Les pratiques en compétences informationnelles et documentaires de nos membres sont nombreuses et l'une des actions de notre équipe a consisté à les collecter dans l'optique de les faire connaître. Cependant, les problèmes d'effectifs que nous avons connus cette année ont freiné la réflexion sur la façon de présenter et de diffuser les résultats, et ce sera au cours de l'année prochaine que cette décision sera prise. Elle déterminera la façon de les indexer dans les documents.

Dans les pratiques du CDÉACF, deux activités contribuent au développement des compétences informationnelles et documentaires : le traitement documentaire et les formations. Le traitement permet de contextualiser l'offre documentaire et informationnelle. Il permet aussi le repérage par la recherche informatisée. Depuis l'an passé, nous avons réduit le nombre de documents que nous voulons traiter par année pour ajouter plus de profondeur et de contextualisation. Nous anticipions alors l'implantation des nouvelles règles RDA¹⁹ qui ne s'est pas avérée. Grâce aux notices bien concises et aux liens faits entre elles, le CDÉACF est autant référencé à la première page par Google que des organismes qui paient cher pour ce référencement. La cheffe de catalogage maîtrise l'art de travailler pour l'utilisatrice et l'utilisateur.

Dans un souci de contrôle du vocabulaire d'indexation en alphabétisation et compétences de base, le CDÉACF a réussi à faire revivre la Coalition du Thésaurus canadien d'alphabétisation (coalition dont on a fait état dans la section sur nos partenaires), à importer le thésaurus, à l'héberger sur ses serveurs et à créer l'espace Web pour le développement partagé. La coalition a reçu l'approbation des professeurs des deux écoles de bibliothéconomie des universités montréalaises, McGill et Montréal, pour la supervision de la mise à jour du thésaurus.

En ce qui a trait au traitement, nous avons dépassé tous les indicateurs. C'est également le cas des publications de documents, d'articles ou de dossiers; nous comptons un document de plus que prévu. Les nombreux dossiers d'actualité se sont ajoutés aux deux documents de l'année : le rapport annuel et le Guide de gestion de l'information à l'intention des femmes.

Tous ces dossiers et documents sont accessibles sur le site du CDÉACF. Dans le cas des actualités sur les sites, nous avons dépassé notre cible de 80 % grâce au travail de l'agente de veille.

Les formations sont de deux types au CDÉACF : savoir utiliser le document et savoir se servir des technologies de l'information et des communications dans l'optique de participer à la société de l'information et des savoirs. La volonté de les distinguer dans le plan d'action démontre notre objectif de faire aboutir la reconnaissance du rôle stratégique de la documentation et de l'information.

19. Resource Description and Access (RDA) est le code de catalogage qui remplace les Règles de catalogage anglo-américaines

La place de la formation au CDÉACF est à réévaluer et à renforcer. Comme on l'a vu plus haut, elle permet la connexion aux milieux et sert ainsi le déploiement géographique. De plus, elle augmente le potentiel du développement des compétences informationnelles et documentaires, elle assure l'inclusion à la société de l'information et elle contribue à l'amélioration de plusieurs compétences essentielles et de base. Le CDÉACF est accrédité *organisme de formation* par Emploi-Québec et reconnu *organisme de formation continue* par le MELS. Il s'est taillé une place parmi les organismes de formation sur le marché, alors que l'ASTED et FormaPlus l'ont sollicité pour que ses formations fassent partie de leurs offres de formation. L'EBSI²⁰ l'a aussi invité dans le cadre d'un cours portant sur « Comment rejoindre les clientèles avec difficultés de lecture et les questions d'alphabétisation ».

En 2010-2011, trois cent huit (308) personnes ont suivi les formations du CDÉACF. Ces formations, au nombre de vingt-quatre, ont été données sur place ou par Internet, au Québec et ailleurs au Canada dans les communautés francophones. Sur les vingt-quatre formations, neuf étaient payantes. Nous voulons sérieusement continuer à explorer l'option des formations payantes.

Pour conclure, toutes les bibliothèques du monde font des formations et le titre *bibliothécaire de formation* est une appellation professionnelle. Des félicitations bien méritées vont au responsable des formations qui a prouvé le bien-fondé de celles-ci dans un centre de documentation orienté vers les technologies de l'information.

Comme le CDÉACF intègre les technologies dans toutes ses activités, il a fait l'essai et l'intégration de deux logiciels de formation à distance gratuits et libres de droits « Open Meeting » et « Mikogo ». Nos essais multiples ont démontré qu'il faudra les utiliser en complémentarité pour nous assurer l'autonomie, l'économie et la fiabilité d'équipement de formation à distance. Le savoir-faire de notre technicien Web a rendu cette efficacité possible.

Les formations du CDÉACF sont disponibles sur son site sous l'onglet Formation.

20. École de bibliothéconomie et des sciences de l'information

III Apporter un soutien documentaire et informationnel proactif, en restant à l'affût des nouveaux outils et pratiques technologiques.

Le CDÉACF a été confronté à un défi de taille en termes d'effectifs : quatre postes stratégiques sont restés vacants pendant une longue période de l'année et la directrice générale a devancé de plusieurs mois son départ de la direction. En raison de ce manque de personnel, il a fallu s'en tenir aux priorités absolues et user de stratégies innovantes pour ne pas affecter les services. Les services n'ont pas été diminués, au contraire. Trois stratégies ont été généralisées à tous les services et ont porté des fruits : d'abord écouter le milieu, puis intégrer les activités dans des événements locaux et utiliser les réseaux sociaux.

À la demande d'un membre déposant, nous avons diffusé les titres et les tables des matières des nouveaux numéros de périodiques de sa collection sur une liste de discussion. Parallèlement, nous avons intégré, à la demande des membres déposants, une maison d'édition sur leur liste des priorités. D'un autre côté, nous avons développé, à la demande du Comité du développement et avec lui, des pratiques d'un de nos membres déposants. Il s'agit d'une nouvelle trousse sur l'évaluation des pratiques et des apprentissages que nous espérons pouvoir adapter à d'autres types d'usagers. Au près du même groupe, nous avons travaillé avec le responsable des communications pour l'aider à mieux profiter des ressources du CDÉACF et de ses pratiques informationnelles pour la veille et la diffusion des informations. Nous avons aussi acquiescé à une demande spontanée d'un organisme ontarien en alphabétisation qui va expérimenter l'achat par Internet des livres pour une minibibliothèque. En répondant aux besoins des organismes, nous avons doublé d'efficacité, car ils savent ce qu'ils veulent améliorer et nous ne faisons qu'accompagner.

Quatre trousse et une minibibliothèque ont été lancées ou inaugurées dans le cadre d'événements importants comme la Semaine canadienne des apprenants adultes, la Semaine des bibliothèques publiques, la Journée internationale de l'alphabétisation ou la Journée mondiale du livre et du droit d'auteur. Ces lancements/inaugurations ont toujours été accompagnés de billets dans nos deux listes de diffusion et repris dans nos cinq bulletins.

Ces nouveautés sont des informations très appropriées à l'usage dans les médias sociaux, de là les mille neuf cent huit (1908) tweets que nous avons envoyés. Nous avons déjà cinq cent quatre-vingt-treize (593) personnes qui nous suivent sur Twitter et soixante-quinze sur Facebook. Nous avons créé des fils RSS spécifiques qui accompagnent les publications annoncées dans nos sites thématiques et près de quatre mille personnes sont abonnées à nos bulletins²¹. Nous usons de tous les moyens à notre disposition pour apporter un soutien informationnel et documentaire efficace et avant-gardiste aussi bien à l'extérieur qu'à l'interne.

21. Les abonnements n'ont baissé que de dix-sept personnes, malgré l'absence de deux personnes pendant longtemps, grâce à l'augmentation des abonnements pour les bulletins Compas Info et Bulletin ÉFA.

À l'interne, nous explorons Google Reader comme outil de veille partagée pour les collections. Nous avons aussi créé un document collaboratif sur Google Docs pour partager des ressources virtuelles dans le cadre du projet **Maîtriser les compétences essentielles**. Jusqu'à présent, nous avons pu identifier et décrire près de deux cent cinquante (250) documents grâce à la contribution de l'agente d'accueil et de référence et du responsable des services techniques. C'est très opportun, car nous avons commencé la production des trousseaux et nous n'avons pas encore tous les documents. Le partage d'informations à plusieurs et à plusieurs niveaux est bénéfique pour tous ceux qui collaborent au projet, incluant les collaborateurs experts du chargé de projet.

Trois dossiers technologiques ont, dans les mêmes moments, mobilisé le technicien Web. Ce sont la compatibilité de notre catalogue avec Zotero, la transformation des notices du catalogue en format XML en prévision de la diffusion sur le futur site du CDÉACF et le questionnaire pour des sondages. La compatibilité Kentika-Zotero permettra à l'équipe à l'interne, ainsi qu'à nos utilisatrices et utilisateurs à l'externe, de produire, aisément et selon les normes, des bibliographies à partir de notre catalogue. Il est également possible de sauvegarder les bibliographies en format HTML pour la diffusion sur le Web.

Les pages couverture des nouveautés sont maintenant systématiquement numérisées et incorporées dans toutes les nouvelles notices du catalogue et pour les ressources électroniques et les sites Web, une impression d'écran est incluse dans les notices. La transformation des notices en format XML rendra tout le catalogue accessible sur le nouveau site Web du CDÉACF. Le sondage est utile pour suivre les besoins des usagères et usagers ainsi que leur taux de satisfaction.

Portrait des services du CDEACF en 2010-2011

Accueil

	2009-2010	2010-2011
Fréquentation	1 052	1 199
CAPI	967	545
Visites guidées	66	52
Correspondance (poste et courriel)	2 156	3 913

Références

Accueil	442 heures
Autres membres de l'équipe	245 heures
Total	687 heures



Prêts

Prêt sur place	351
PAD et PEB	388
Minibibliothèques ²²	22 820 (163 prêts)
Trousses ²³	19 725 (263 prêts)
Trousses virtuelles	3 906
Total des prêts	47 190

Prêt des documents électroniques ou la bibliothèque virtuelle

	2009-2010	2010-2011
Documents téléchargés	261 337	355 380
Condition des femmes	62 572	524 94
Éducation et formation des adultes	43 944	49 550
Alphabétisation	154 821	253 336



22. Nombre de prêts de boîtes x 20 documents x 7 personnes par organismes
 23. Nombre de prêts de trousse x 15 documents x 5 personnes par organismes

Services à distance

Nous avons desservi par le prêt de troussees physiques, des organismes œuvrant dans toutes les régions administratives du Québec ainsi que dans quatre autres provinces canadiennes soit le Manitoba, le Nouveau-Brunswick, l'Ontario et la Saskatchewan. Les troussees virtuelles ont pour leur part été consultées par des usagères et usagers de 10 des 13 provinces et territoires du Canada.

Le nombre d'organismes participant au service des troussees, nombre qui s'était maintenu depuis plusieurs années, a diminué de 22 % pour tomber dans les chiffres des années 2002-2003. Bien que la diminution du nombre d'organismes participants soit réelle, nous avons tout de même fait trois cent quatre-vingt-onze (391) prêts à distance, incluant les PAD, et ainsi dépassé l'objectif prévu de 56 %. Il est possible qu'une partie de notre clientèle ait migré vers la bibliothèque virtuelle ou vers d'autres ressources Internet, Différents sondages nous informent sur ces nouvelles préférences des usagères et usagers pour l'accès au document électronique plutôt que physique.

Consultation des troussees virtuelles par thèmes

Alphabétisation fonctionnelle :	966
Français :	1220
Mathématiques :	475
Test de développement général :	320
Santé et mieux-être :	301 (en ligne depuis le 20 octobre)
Alimentation :	295 (en ligne depuis le 20 octobre)
Alphabétisation familiale :	329 (en ligne depuis le 26 janvier)
Monde du travail :	S/O (en ligne depuis le 31 mars)
Total des consultations :	3906 (2502 en 2009-2010)

Nous avons inauguré cette année la première minibibliothèque réalisée par un groupe de l'extérieur du Québec, et c'est encourageant! Aussi, le prêt des minibibliothèques a connu une légère augmentation. Nous avons desservi 15 des 17 régions administratives du Québec ainsi que 6 autres provinces et un territoire (Colombie-Britannique, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Ontario, Saskatchewan et Territoires du Nord-Ouest) Contrairement au service des trousseaux, celui des minibibliothèques est stable pour ce qui est des organismes participants.



Une formatrice et une apprenante de l'organisme Alphabétisation IOTA de Longueuil, lors de l'inauguration d'une minibibliothèque le 27 avril 2010



Minibibliothèque créée par les apprenantes et apprenants du centre Moi j'apprend inc. , à Ottawa.

TABLEAU RÉTROSPECTIF 2008 - 2011

		08-09	09-10	2010-2011
Trousses	Organismes participants	107	104	81
	Nombre de prêts	315	300	262
Prêts à distance	Organismes participants	71	70	61
	Nombre de prêts	137	148	129
Total (Trousses + PAD)	Organismes participants	178	174	142
	Nombre de prêts	452	448	391
Trousses virtuelles	Usagers	-	903	1355
	Nombre de consultations	-	2502	3906
Minibibliothèques	Organismes participants	93	93	93
	Nombre de prêts	155	158	163

Les services à distance (trousses physiques et virtuelles, PAD et minibibliothèques) ont été utilisés par des organismes de 8 provinces et d'un territoire, ce qui donne un total de 9 zones géographiques sur une possibilité de 13. Seuls le Yukon, le Nunavut, l'Île-du-Prince-Edouard et Terre-Neuve n'ont pas été touchés par nos services. Les effectifs des SAD ont mis leur connaissance des besoins des formatrices et formateurs au service du projet **Maîtriser les compétences essentielles**. Ils ont aidé dans le repérage, la sélection des documents et l'identification des expertes et experts en formation aux compétences essentielles.

Le chargé de projet a rattrapé un retard considérable et a réussi à produire le prototype des trousses avant la fin mars, ce qui permet d'espérer à nouveau que les onze trousses prévues au projet, seront produites avant janvier 2012.

IV Assurer le développement équilibré de tous les champs d'intervention du CDÉACF : alphabétisation, éducation et formation des adultes et condition des femmes, et en ces domaines, continuer à promouvoir l'éducation populaire et l'action citoyenne

Les activités de cette orientation constituent des défis majeurs en commençant par la compréhension consensuelle de l'éducation populaire. Des membres de trois organismes ont été approchés pour travailler sur cette question, puis, comme nous avons perdu notre directrice adjointe, il n'y a pas eu de suivi. En second, il y a le projet du site unifié. Ce projet a mobilisé beaucoup d'énergies de beaucoup de personnes, c'est un très gros projet que nous voulons réussir et nous le pourrons avec très peu de moyens. Même si nous avons rencontré des délais dans l'échéancier, le travail est constant et le site progresse. La réfection de notre site doit non seulement respecter les normes du Web, mais aussi les exigences techniques et esthétiques actuelles. Le CDÉACF en a profité pour faire refaire son logo, son papier entête et sa charte graphique.

Le troisième défi est présenté par CORAL pour lequel nous n'avons pas réussi à trouver un financement adéquat. CORAL est unique en ce genre. Elle est née d'un partenariat entre la FCAF et le CDÉACF. Les activités qui ont mené à sa création se sont échelonnées sur plus de sept ans, à partir de 2004. Deux colloques pancanadiens en 2008, qui ont rassemblé plus d'une centaine de personnes des milieux communautaire, universitaire, gouvernemental et collégial, ont permis l'adoption de la mission, des valeurs et de la structure de cette communauté ainsi que l'élaboration du premier plan d'action. CORAL compte plus de soixante membres au Canada, installés virtuellement sur LinkedIn. Elle a un comité de coordination appelé Comité Opération et Stratégie et, comme il a été déjà mentionné, un plan d'action. Notre coordonnatrice voulait la relancer quand elle-même a connu des problèmes de santé. Le milieu a grand besoin de ce réseau; il faut trouver du financement pour assurer son fonctionnement.



La volonté de renforcer la place de la condition des femmes dans le développement du CDÉACF a continué à animer le CDÉACF cette année et nous sommes confiants qu'au terme des cinq années de notre planification stratégique, tous nos champs d'action occuperont une place équivalente. Depuis plusieurs années, le CDÉACF travaille pour l'inclusion des femmes à la société de l'information et des communications. C'est donc cet objectif que nous avons remis de l'avant cette année en implantant le projet Québécoises branchées, débuté à la fin de l'année précédente. Grâce à ce projet, nous avons pu former 80 femmes sur les outils de gestion de l'information et nous avons produit le Guide de gestion de l'information à l'intention des femmes. Un espace Web d'autoformation a également été créé et 15 vidéocaptures ont été réalisées. Toujours dans le champ de la condition des femmes, nous avons travaillé au renforcement de nos liens avec différents partenaires, tels qu'explicité dans la section 1.

En ce qui a trait au répertoire des recherches en alphabétisation, éducation et formation des adultes, il assume bien son rôle d'espace de diffusion des rapports de recherche en français produits au Canada, d'espace de promotion des chercheuses et chercheurs et de lieu de conservation du bulletin COMPAS Info. Les abonnements à ce dernier bulletin ont augmenté et Compas est la première réponse de Google aux questions *alphabétisation recherche et éducation adultes recherche*.

Recherches ajoutées	30; TOTAL=358
Chercheuses / chercheurs ajoutés	12; TOTAL 226
Projets de recherche ajoutés	4
Compas Info envoyés	10 parutions
Activités promotionnelles	Table de documentation au colloque RAA ²⁴

24. Réseau apprentissage chez les adultes



Accentuer notre rôle de médiateur pour l'information et la documentation internationales

Pour l'année en cours, nous avons prévu répondre à cette orientation par trois activités :

- Documenter les suivis des protocoles internationaux
- Rendre accessibles l'information et la documentation internationales
- Favoriser l'accès aux rapports de recherche sur les thèmes : ÉFA, Alpha et CE²⁵ produits ailleurs dans le monde en français et en anglais.

Le monde est devenu le jardin de chacun, les technologies de l'information et des communications aidant. Dans le cadre de son objectif général de faire reconnaître le rôle stratégique du document, le CDÉACF veut mettre les protocoles internationaux au service de ses usagères et usagers afin qu'ils disposent de modèles à suivre et de la connaissance à acquérir. Disposer de données sur les suivis des décisions qui se prennent à cette échelle a été identifié comme une nécessité par le forum de Montréal, opinion réitérée par la délégation canadienne à Budapest en préparation de CONFINTÉA VI. Le niveau atteint par le CDÉACF, quant au membership, à la diffusion et à la fréquentation, le place dans une position de centre de documentation spécialisé de calibre international. Il faut absolument maintenir cette position.

Le CDÉACF a plus de cinq cents nouveaux documents des Nations Unies et de ses différentes agences (UNICEF, UNESCO, BIT, etc.). Il a aussi des documents de l'Union européenne, de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international, etc. Ce qu'il doit réussir, c'est systématiser l'acquisition des données de suivis des protocoles internationaux. Cette année, nous avons commencé le dossier permanent sur CONFINTÉA, que nous alimentons régulièrement et qui est disponible par le Web.

Pour rendre l'information et la documentation internationales accessibles, nous avons exploré des bases de données spécialisées. Cette information est actuellement disponible à l'interne via un répertoire Diigo, mais nous n'avons pas encore développé de nouvelle ressource Web pour le public. Au développement des collections, la réflexion actuelle porte sur les modalités de diffusion des sites Web. Une structure simple dans laquelle il sera possible d'insérer ces données a été créée dans le nouveau site; nous travaillerons prochainement sur la catégorisation et la présentation.

Nous avons déjà commencé à solliciter des professeurs d'universités pour la réalisation du thésaurus canadien, nous continuerons à le faire pour d'autres projets de sessions d'étudiantes et étudiants. Le type d'actualité « Ressources en ligne » ou électronique qui existe sur chacun des sites thématiques contient des bases de données de recherches. C'est par ce moyen que nous favorisons l'accès aux rapports de recherche internationaux.

Pour les recherches en condition des femmes, un contact préliminaire a été établi avec la coordonnatrice de recherches à l'Institut de recherches et d'études féministes de l'UQAM. Une relance est prévue pour réactualiser la base des recherches sur la condition des femmes, IDOLA.

VI

Accroître l'expertise et la synergie entre les champs et les fonctions et développer la polyvalence

La planification stratégique a permis d'identifier des points à améliorer au niveau de la synergie entre les différents postes et champs d'activités. Le CDÉACF a donc décidé de favoriser le transfert des connaissances et le perfectionnement entre coéquipières et coéquipiers. Un outil statistique nous permet de consigner nos perfectionnements et de les suivre. Nous avons pu définir quelques concepts comme l'autoformation. Enfin, nous avons instauré des *matinées du CDÉACF*, pendant lesquelles les membres de l'équipe se forment mutuellement sur les projets qu'ils mènent ou les formations reçues.

Nous n'avons pas eu le temps d'implanter ces nouvelles initiatives, car assez rapidement, nous avons entrepris le diagnostic organisationnel pour nous renouveler, le CDÉACF ayant atteint l'âge respectable de vingt-sept ans. Le processus du diagnostic était long et contraignant, mais il est terminé et le rapport était prêt avant la fin de l'année financière.

Pendant cette période, d'autres initiatives de transfert des connaissances et de perfectionnement ont été mises en œuvre. Nous avons suivi une formation donnée par un expert, pour mieux connaître la réalité canadienne en alphabétisation, en éducation et formation des adultes et en compétences essentielles. Nous avons également travaillé à sensibiliser les membres de l'équipe à l'alphabétisation et à son organisation dans les communautés francophones du Canada. Les enjeux d'appropriation, de pratiques et d'usages ne sont pas les mêmes d'un territoire à l'autre, alors que tout le travail de recherche documentaire et d'orientation des trousseaux thématiques doit tenir compte de cette réalité.

Nous avons pu participer à des événements pancanadiens en Ontario et en Alberta où nous avons également pu présenter le CDÉACF et ses services aux francophones présents. En moyenne, chaque membre de l'équipe a consacré près de 2% de son temps de travail pour du perfectionnement en 2010-2011. Le plan et la politique de formation ne sont pas encore prêts; la mutuelle de formation FormaPlus s'en occupe. Comme la directrice adjointe responsable des ressources humaines est enfin engagée, elle pourra faire le suivi.

VI

Assurer une gestion efficace et responsable

Cette dernière orientation, qui est permanente, relève davantage des redditions de comptes de toute organisation que d'une orientation stratégique nouvelle. Mais comme les finances ne sont jamais assurées et que des bailleurs nouveaux signifient de nouvelles exigences et de nouvelles habitudes, nous maintenons ce point dans la planification stratégique.

Trois sujets sont traités dans cette orientation : la vie associative (membres et affiliations²⁶) la gouvernance (structure, équipe de travail, finances, politiques et outils de reddition de compte) et l'infrastructure technologique.

La vie associative

Au 31 mars 2011, le CDÉACF compte trois cent huit (308) membres en règle. Cinq sont déposants, seize, structurants, deux cent trente-six (236) sympathisants corporatifs et cinquante-et-un (51) sympathisants individuels.

Membres	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Alphabétisation et compétences	120	128	128
Condition des femmes	74	73	50
Éducation ²⁷ et formation des adultes	121	140	130
Total	315	341	308

Seuls l'Alberta, Terre-Neuve, la Nouvelle-Écosse et le Nunavut ne comptent encore aucun membre du CDÉACF. Nous avons essayé de retenir un membre albertain qui n'a plus beaucoup de moyens mais en vain. Nous entrons en contact avec les intéressées et intéressés de ces endroits grâce à nos sites et nos troupes virtuelles. La diminution de membres ne peut prêter à aucune interprétation, les gens n'avaient pas payé leur cotisation à la date du 31 mars 2011. C'est plus tard au début de l'automne que nous pourrions savoir s'ils renouvellent ou pas.

Dans la même année de 2010-2011, nous avons gagné notre premier membre des communautés autochtones et le premier du milieu anglophone. Nous comptons en plus le membership « from coast to coast to coast » avec la Colombie-Britannique à l'ouest, l'Île du Prince Édouard à l'est, le Nord du Québec au nord.

Le CDÉACF s'est affilié à trois organisations : membre de Relais Femmes, figure québécoise incontournable dans le champ de la condition féminine et grâce à qui nos salariées et salariés bénéficient d'assurances collectives, membre du CCMT, Centre pour les compétences en milieu du travail, pour ne rien manquer en ce qui concerne les compétences en milieu de travail et membre du Réseau des Centres d'accès publics à Internet montérégien qui garantit la survie de notre CAPI.

26. Partenariat a été traité dans le premier chapitre.

27. L'éducation populaire et l'action communautaire sont comptabilisées en éducation des adultes

La gouvernance

Le conseil d'administration (CA) du CDÉACF compte neuf membres dont deux issus des communautés francophones minoritaires et sept du Québec. Le CA s'est réuni dix fois et a passé trois cent quarante-huit (348) heures-personne ensemble l'an passé. C'est très généreux de la part de nos membres, qu'ils soient remerciés. L'assemblée générale annuelle (AGA) a réuni 40 membres (51 personnes) provenant de 5 provinces et territoires canadiens le 11 juin 2010. Elle a adopté, en plus des documents statutaires, la planification stratégique 2010-2015. Une assemblée générale extraordinaire a été tenue la même journée pour l'adoption des modifications aux statuts et règlements.

Les responsables des secteurs, de leur côté, se sont réunis pendant 273 heures (39*7), tandis que les membres de l'équipe se sont réunis pendant 400 heures (25*16), et ce pour créer la cohésion et assurer la compréhension indispensable à la pérennité du CDÉACF.

Le CDÉACF soigne bien ses relations avec les bailleurs, que ce soit au niveau fédéral ou provincial. Il a obtenu le renouvellement des subventions Espace Alpha, PACTE et Promo du MELS tard à la fin de l'année, ce qui a causé quelques torts surtout pour l'embauche et la rétention des bonnes employées. Une telle situation est regrettable, car elle vulnérabilise l'organisation et la fragilise. Le CDÉACF a eu la chance de bénéficier d'un nouveau bailleur au niveau provincial, soit le ministère des Services gouvernementaux qui supporte un projet ponctuel de trois ans « Québécoises Branchées ». Par ailleurs, il a connu aussi la malchance pour ce qui touche à ses demandes au ministère de la Culture et des Communications du Québec ainsi qu'au ministère de la Condition féminine du Canada. Aucune employée, aucun employé n'a été affecté par ces deux réponses négatives.

Nous avons encore été vérifiées par les fonctionnaires du BACE, et ce à leur grande satisfaction. Nous produisons des rapports trimestriels aussi bien pour le projet ponctuel « Maîtriser les compétences essentielles » que pour la subvention de base. Nous connaissons donc assez bien leurs exigences pour n'attendre aucune surprise de la vérification annuelle. Nous avons déposé notre premier rapport annuel pour la subvention de base en janvier dernier et attendons encore les réactions.

Le CDÉACF s'est doté d'outils performants pour le suivi des activités et d'analyse de rendement. Nous pouvons ainsi, à la quinzaine, ventiler les activités de tous les membres de l'équipe collectivement et individuellement. Cet outil nous aide à prévoir les coupures d'effectifs ou leur remplacement en cas de difficultés. Il sera réévalué en 2011-2012 par l'équipe et la nouvelle direction.

L'infrastructure technologique

Pour le renouvellement des équipements informatiques, nous avons une planification triennale que nous respectons. Cette année, les ordinateurs du CAPI et le numériseur ont été changés pour des modèles plus performants. Pour la première fois, nous avons ajouté un portable comme poste de travail, car l'agente de projet pour Québécoises Branchées doit souvent se déplacer pour des formations à l'externe.

Un poste de consultation du catalogue a été installé au deuxième étage pour permettre au personnel de vérifier des informations dans le catalogue à l'étage, ou même de faire la lecture des rayons. Le CDÉACF choisit de préférence des logiciels libres et n'achète des logiciels propriétaires comme le logiciel de vidéocapture que nous avons acquis dernièrement que quand il en est obligé. Nous l'avons donc jugé meilleur pour les formations ou les réunions à distance et comme nous devons en donner beaucoup, avons acheté ce logiciel propriétaire de vidéocapture.

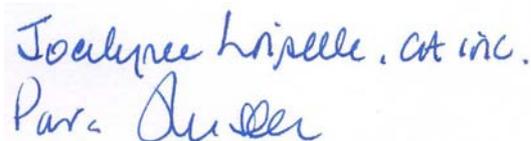
RAPPORT DE LA VÉRIFICATRICE SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONDENSÉS

Aux membres du conseil d'administration du Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF).

Le bilan condensé ainsi que les états condensés des résultats et de l'évolution des actifs nets ont été établis à partir des états financiers complets du Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF) au 31 mars 2011 et pour l'exercice clos à cette date à l'égard desquels j'ai exprimé une opinion sans réserve dans mon rapport daté du 5 mai 2011. La présentation d'un résumé fidèle des états financiers complets relève de la responsabilité de la direction de l'organisme. Ma responsabilité, en conformité avec la note d'orientation pertinente concernant la certification, publiée par l'Institut canadien des comptables agréés, consiste à faire rapport sur les états financiers condensés.

À mon avis, les états financiers condensés ci-joint présentent, dans tous leurs aspects significatifs, un résumé fidèle des états financiers complets correspondants selon les critères décrits dans la note d'orientation susmentionnée.

Les états financiers condensés ci-joints ne contiennent pas toutes les informations requises selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Le lecteur doit garder à l'esprit que ces états financiers risquent de ne pas convenir à ses fins. Pour obtenir de plus amples informations sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de l'organisme, le lecteur devra se reporter aux états financiers complets correspondants.



Jocelyne Loiselle, CA auditeur
Montréal, le 26 mai 2011

BILAN CONDENSÉ AU 31 MARS 2011

ACTIF À COURT TERME	<u>2011</u>	<u>2010</u>
	\$	\$
Encaisse	69 791	104 566
Dépôts à terme	75 000	250 000
Débiteurs	207 969	25 308
Frais payés d'avance	5 098	13 021
	357 858	392 895
IMMOBILISATIONS		3 159
TOTAL	<u>357 858</u>	<u>396 054</u>
PASSIF À COURT TERME		
Créditeurs	118 470	102 076
Apports reportés	47 523	106 368
	165 993	208 444
ACTIFS NETS		
Investis en immobilisations	-	3 159
Affectés	164 369	164 369
Non affectés	27 496	20 082
	191 865	187 610
TOTAL	<u>357 858</u>	<u>396 054</u>

RÉSULTATS CONDENSÉS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2011

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
PRODUITS	\$	\$
Membres déposants, structurants et sympathisants	18 055	17 710
Revenus autonome de service et de gestion	22 363	71 780
Ressources humaines et développement des compétences (BACE)	658 881	555 727
Ministère de l'éducation du Loisir et du Sport Québec (MELS)	209 409	393 230
Ministère des services gouvernementaux du Québec	85 566	4 050
Autres	23 344	21 868
TOTAL DES PRODUITS	1 017 618	1 064 365
CHARGES		
Ressources humaines	808 344	898 096
Vie associative	33 123	2 2 243
Opérations et services	130 076	136 813
Communications	22 206	34 083
Administration	19 614	12 551
TOTAL DES CHARGES	1 013 363	1 103 786
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES DE L'EXERCICE	<u>4 255</u>	<u>(39 421)</u>

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS CONDENSÉS POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2011

				<u>2011</u> \$	<u>2010</u> \$
	Investis en immobilisations	Affectés	Non affectés	Total	Total
SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	3 159	164 369	20 082	187 610	227 031
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	-	-	4 255	4 255	(39 421)
Amortissement de l'exercice	<u>3 159</u>	<u>-</u>	<u>(3 159)</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE	<u><u>-</u></u>	<u><u>164 369</u></u>	<u><u>20 082</u></u>	<u><u>191 865</u></u>	<u><u>187 610</u></u>

CONCLUSION

Nous avons une planification quinquennale dont nous venons de terminer la première année ou le cinquième de notre échancier. Malgré les difficultés que nous avons traversées, nous avons gravi plus que la première marche de notre escalier de cinq marches vers le haut. Nous commençons l'année en meilleure position financière que la précédente et indéniablement au niveau des ressources humaines aussi puisque nous avons maintenant une responsable. Finalement, Toute l'équipe est techniquement capable d'affronter ces nouveaux défis.

Nous remercions nos membres déposants ci-dessous pour leur générosité et leur sens du bien commun en matière d'information et de documentation.



REGROUPEMENT DES GROUPES POPULAIRES
EN ALPHABÉTISATION DU QUÉBEC

Nous remercions nos bailleurs de fonds qui nous permettent de consolider l'importance stratégique de la documentation et de son accessibilité dans les domaines de l'alphabétisation, de l'éducation et formation des adultes ainsi que de la condition des femmes. Sans leur appui financier, nous n'aurions pas pu réaliser ces activités.



Ressources humaines et
Développement des compétences Canada

Human Resources and
Skills Development Canada



LISTE DES SIGLES ET DES ACRONYMES

ACFAS : Association francophone pour le savoir
ACSQ : Association des cadres scolaires du Québec
ALADIN : Adult Learning Documentation and Information Network
ANEL : Association nationale des éditeurs de livres
ASTED : Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation
BACE : Bureau sur l'alphabétisation et les compétences essentielles
BDAA : Base de données en alphabétisation des adultes
BAnQ : Bibliothèque et Archives nationales du Québec
BV : Bibliothèque virtuelle du CDÉACF
CS : Commission scolaire
CA : Conseil d'administration
CAPI : Centre d'accès public à Internet
CBPQ : Corporation des bibliothécaires professionnels du Québec
CCMT : Centre pour les compétences en milieu du travail
CDÉACF : Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine
CDU : Classification décimale universelle
CE : Compétences essentielles
CÉA : Centre d'éducation des adultes
CF : Condition des femmes
CIRDEP : Centre interdisciplinaire de recherche/développement sur l'éducation permanente
CMEC : Conseil des ministres de l'éducation (Canada)
COCAF : Coalition des organismes communautaires autonomes de formation
COFA : Coalition ontarienne pour la formation des adultes
Collection EducAction : Collection numérisée en éducation des adultes dans la BV
Collection F : Collection numérisée en condition féminine dans la BV
COMPAS : Répertoire canadien de la recherche francophone en éducation et en alphabétisation des adultes

CORAL : Communauté pour la recherche en alphabétisme, alphabétisation et littératie en français au Canada
CONFINTÉA : Conférence internationale sur l'éducation des adultes
CRT : Comité de relations de travail au CDÉACF
CSAAD : Centre du savoir sur l'apprentissage chez les adultes
DSI : Diffusion sélective d'information
EBSI : École de bibliothéconomie et des Sciences de l'Information de l'Université de Montréal
ÉFA : Éducation et formation des adultes
FBDM : Formation de base pour le développement de la main-d'œuvre
FCAF : Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français
FPT : Formation professionnelle et technique
FQPN : Fédération du Québec pour le planning des naissances
ICÉA : Institut de coopération pour l'éducation des adultes
IFPCA : Initiatives fédérales-provinciales conjointes en matière d'alphabétisation
Kentika : Logiciel documentaire
MELS : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec
PACTE : Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation
PAD : Prêt à distance
PEB : Prêt entre bibliothèques
PVPL : Bulletin «Pour voir plus loin»
RAA : Réseau apprentissage chez les adultes
REFAD : Réseau d'enseignement francophone à distance du Canada
RGPAQ : Regroupement des groupes populaires en alpha du Québec
RNR : Regroupement Naissance-Renaissance
RSS : Format de syndication du contenu web
TIC : Technologies de l'information et de la communication
TRÉAQFP : Table des responsables de l'éducation des adultes et de la formation professionnelles des CS du Québec
UDM : université de Montréal
UQAM : Université du Québec à Montréal

CDÉACF

110, rue Sainte-Thérèse
Bureau 101
Montréal, Québec H2Y 1E6

Téléphone : 1 514 876-1180

Sans frais: 1 866 972-1180
(Canada seulement)

Télécopieur : 1 514 876-1325

Courriel : info@cdeacf.ca

www.cdeacf.ca